

## Ailleurs qu'en France, la réduction du temps de travail n'est pas un tabou

 [alternatives-economiques.fr/ailleurs-que-en-france-reduction-temps-de-travail-nest-un-tabou/00094107](https://alternatives-economiques.fr/ailleurs-que-en-france-reduction-temps-de-travail-nest-un-tabou/00094107)



IG Metall mobilisé contre les suppressions de postes chez Airbus, à Hambourg. Le syndicat de la métallurgie allemande entend négocier début 2021 le passage à la semaine de quatre jours pour faire face à la crise sociale.

PHOTO : Christian Charisius/ZUMA Press/ZUMA/REA

?

En France, le débat porte sur l'augmentation du temps de travail pour faire repartir l'activité, quand plusieurs pays songent au contraire à le réduire pour éviter des licenciements. Avec plus ou moins de volontarisme, le projet du syndicat allemand IG Metall étant le plus avancé.

En France, la cause paraît entendue. L'heure n'est pas vraiment, c'est un euphémisme, à l'examen du partage du travail comme l'une des possibles réponses à la crise. Les esprits sont encore échaudés par les 35 heures.

Le Medef a invoqué la piste, au sortir du confinement, de faire travailler davantage les Français pour faire repartir l'activité, en augmentant le nombre d'heures hebdomadaires travaillées et en réduisant les jours de RTT. Le rapport du *think tank* libéral Institut Montaigne « Rebondir face au Covid » piloté par l'économiste Bertrand Martinot et publié en mai, qui propose une hausse du temps de travail dans certains secteurs, a retenu l'attention. Le gouvernement est pour l'instant revenu sur son injonction de la nécessité de « mettre les bouchées doubles », mais l'idée n'est pas enterrée.

Malgré un bon bilan de la réduction du temps de travail en France, notamment en matière de créations d'emplois, cet héritage reste un tabou. Les rares voix en faveur d'un meilleur partage du travail, à l'instar de la CGT qui milite désormais pour les 32 heures, insistent pour que les décisions en la matière ne viennent pas d'en haut, qu'une baisse des rémunérations ne serait actuellement pas bienvenue, et que les situations diffèrent d'un secteur à l'autre. Si « nouvelle RTT » il devait y avoir, elle ne pourrait qu'être « à la carte » et ne plus faire l'objet d'une loi, comme il y a vingt ans.

## **Intérêt en Suède, Finlande, Nouvelle-Zélande...**

---

Qu'en est-il chez nos voisins ? La réduction du temps de travail (sous forme hebdomadaire, mensuelle, voire annuelle, et qu'elle soit mise en œuvre au plan national, dans certains secteurs ou au niveau des entreprises) est davantage qu'en France prise au sérieux. Elle apparaît soit comme une solution structurelle envisagée avant même la crise sanitaire, soit comme une mesure d'urgence pour limiter les licenciements massifs provoqués par la crise sévère qui frappe la plupart des économies. Mais le débat a beau être ouvert, la mise en application tarde selon les pays ou reste l'objet d'expérimentations locales.

Dans plusieurs pays, des entreprises ou des établissements publics ont testé et testent encore la baisse du temps de travail, parfois avec un succès certain notamment en matière de santé et de productivité, avec des formules allant de la semaine de quatre jours à la journée de 6 heures. C'est le cas dans la commune de Göteborg en Suède, où l'expérimentation se poursuit, sans pour autant que soit envisagée de déclinaison imminente au niveau national.

La Finlande est l'exemple type de l'effet d'annonce, repris en boucle dans les médias européens, mais qui pourrait n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. Sanna Marin, la Première ministre s'était bien exprimée en faveur de la semaine de quatre jours, ou de la journée de 6 heures. C'était en août 2019 à l'occasion de l'anniversaire de son parti, le SDP (le parti social-démocrate), elle était alors ministre des Transports et des Télécommunications. Mais aujourd'hui une telle réforme ne fait pas partie du programme de la jeune dirigeante, au pouvoir depuis décembre 2019. Même si elle a réitéré son souhait d'un profond changement du marché du travail.

┌ Dans le secteur manufacturier allemand, la proposition de passage à la semaine de quatre jours devrait être discutée lors du prochain round de négociations collectives

Plus récemment – et plus loin de nous – Jacinda Ardern, la Première ministre néo-zélandaise s'était à son tour prononcée en mai en faveur d'une nécessaire réduction du temps de travail temporaire, sous la forme de la semaine de quatre jours pour permettre des week-ends prolongés, afin de soutenir le secteur du tourisme dévasté par la crise du Covid-19. Mais elle n'a pas encore été suivie d'effet.

Le projet le plus abouti de baisse du temps de travail pour contrer la crise émane pour l'instant du très puissant IG Metall, principal syndicat outre-Rhin comptant 2,3 millions de membres, et le plus grand d'Europe. Annoncée en août, la proposition de passage à la semaine de quatre jours, pour les salariés qui sont encore à temps plein<sup>1</sup>, devrait être discutée lors du prochain round de négociations collectives début 2021.

## La solution d'IG Metall pour éviter la casse sociale

---

Chez IG Metall, on affirme qu'il s'agirait d'une solution efficace pour partager le travail. L'objectif premier est bien d'éviter les milliers de suppressions d'emplois qui s'annoncent dans l'industrie, mais la mesure permettrait dans le même temps à la fois de conserver les emplois industriels indispensables et d'amorcer une réorganisation du travail dans la phase déjà engagée d'adaptation technologique, face aux nouvelles contraintes environnementales, à l'automatisation et à la numérisation accrue.

*« La semaine de quatre jours permettrait d'apporter une réponse face aux changements structurels à l'œuvre dans les industries telles que celle de la construction automobile », précise Jörg Hofmann, son président, à l'origine de la proposition.*

Cette dernière sera affinée et débattue dans les prochains mois, puis négociée. *« Les partis politiques, surtout de gauche, ont déjà fait part de leur intérêt pour cette proposition »,* précise-t-on au siège du syndicat. Si elle est pensée comme une réponse conjoncturelle à la crise, cette réduction du temps de travail hebdomadaire pourrait être amenée à se pérenniser dans certains secteurs.

*« A l'avenir, chaque entreprise de l'industrie métallurgique et électronique devrait avoir cette opportunité, poursuit Jörg Hofmann. Elle devra être assortie d'une certaine compensation salariale et d'incitations à utiliser le temps libre pour la formation professionnelle continue. »*

Un tel modèle est-il transposable ailleurs ? *« La question se pose différemment en Allemagne, car il y a à la fois une tradition de baisse du temps de travail et de maintien de l'emploi en période de creux conjoncturels, rappelle Xavier Timbeau, directeur de l'OFCE. Cette mesure a été massivement utilisée au moment de la crise de 2008 et a très bien fonctionné. Elle a permis de préserver le tissu industriel. Mais il ne faut pas oublier que nos voisins ont une grande tradition de négociation et qu'ils anticipent de ce fait davantage que dans d'autres pays. »*

« Pour intéresser les salariés aujourd'hui, il faut davantage aborder la question du temps de travail comme étant aussi un temps qui leur est rendu »

*« Le contexte n'est pas le même en France qu'en Allemagne, renchérit Laurent Berger, président de la Confédération européenne des syndicats et secrétaire général de la CFDT. Les Allemands font de la préservation de l'emploi la priorité. Mais cela ne va pas sans modération salariale. Je ne suis pas sûr qu'une proposition similaire serait bien accueillie par les salariés en France. »*

Pour Laurent Berger, une réflexion est cependant en cours sur le temps de travail un peu partout en Europe. Notamment suite au recours massif au télétravail.

« La période de pandémie de Covid-19 et la mise en place du télétravail qui s'en est suivie nous ont fait repenser notre rapport au travail, et ont mis en lumière la nécessité d'une autre articulation des temps personnels et professionnels. Nous ne nous posons pas à la CFDT, comme en Allemagne, la question de la réduction du temps de travail sur la semaine, mais sur l'ensemble de la vie professionnelle, à travers le dispositif de la "Banque des temps" que nous proposons, dont l'alimentation viendrait à la fois de l'entreprise et de la collectivité. Je crois davantage à cette voie qu'à une réduction mécanique du temps de travail hebdomadaire », affirme-t-il.

L'idée (que le DGB, la Confédération allemande des syndicats, trouve « séduisante ») a été partagée au sein de la confédération européenne des syndicats, mais « objectivement, elle n'est pas reprise », confie Laurent Berger. « Nous avons porté le partage du travail avec l'instauration des 35 heures. Mais pour intéresser les salariés aujourd'hui, il faut davantage aborder la question du temps de travail comme étant aussi un temps qui leur est rendu. Ensuite, cela aura des effets sur l'emploi potentiellement, même si cela n'est pas toujours facile à démontrer », poursuit-il.

## **Le palliatif du chômage partiel**

---

Dans de très nombreux pays de l'OCDE, la réponse à la crise sur le front de l'emploi passe pour l'instant, entre autres, par des dispositifs de chômage partiel temporaires, largement financés par les Etats et soutenus par l'Union européenne via le programme SURE (Soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence : *temporary Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency*), qui prévoit jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts octroyés aux Etats membres par l'Union européenne pour leurs dispositifs d'activité partielle ou mesures équivalentes, permettant d'éviter ou de limiter les licenciements. Quelque 47 millions de travailleurs sont provisoirement passés en activité partielle fin avril, recense une étude de l'Institut syndical européen (ETUI), salariés français en tête (11,3 millions).

Reste à savoir combien de temps ces mécanismes seront maintenus et quelles seront les décisions des entreprises quand ils s'arrêteront. Conduiront-ils à de nouvelles réflexions sur l'organisation du travail ?

Quelque 47 millions de travailleurs sont provisoirement passés en activité partielle fin avril

« Dans les pays où il n'y a pas de syndicat équivalent à IG Metall ayant le pouvoir de négocier le montant de la compensation salariale à la réduction du temps de travail, et qui essaie de "licencier les heures" plutôt que les salariés, on risque soit d'avoir du temps partiel subi, assumé par les seuls travailleurs, soit des licenciements »,

s'inquiète Stan Spiegelaere, chercheur senior à l'ETUI et professeur invité à l'université de Gand. « *Beaucoup de syndicats dans différents pays se mobilisent actuellement, mais n'ont pour l'instant pas les réponses comme celles apportées par IG Metall.* »

Pour Stan Spiegelaere, une tendance au sein des syndicats européens avait commencé à se dessiner avant cette crise, depuis deux ou trois ans. « *La question du temps de travail était devenue présente dans le débat syndical à l'échelle européenne, avec l'analyse de retours d'expérience sur des expérimentations de réduction du temps de travail* », analyse-t-il.

« *Il me semble que la crise liée à la pandémie n'a pas fait faiblir cet intérêt, même si on est clairement passé de l'étude de la version offensive de la réduction du temps de travail – comme dans le secteur de l'électricité en Autriche, dans le secteur de la sécurité aux Pays-Bas, avec une baisse de deux heures hebdomadaires sans perte de salaire négociée par le syndicat CWU, ou encore à la Deutsche Bahn en Allemagne – à une version "défensive", avec pour but premier la sauvegarde des emplois plutôt que la question de l'équilibre vie professionnelle-vie privée.* »

La crise du Covid-19 a gelé pour l'instant ces accords de type offensif. Mais pas la réflexion au sein des instances syndicales, où les négociations menées par IG Metall seront suivies de très près, dans l'Hexagone et bien au-delà.

1. Certaines entreprises de la métallurgie ont opté pour les 35 heures dans les années 1990 et depuis 2018, les salariés qui le souhaitent peuvent opter pendant deux ans pour la semaine de 28 heures avec une perte de salaire limitée.